

**DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
DE LA COMMUNE DE LIEUSAIN**

Séance du 2 juillet 2020

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil d'Administration	en exercice	qui ont pris part à la délibération
11	11	11

L'an deux mille vingt et le deux juillet à dix-huit heures trente, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel BISSON, Président

Date de la convocation : 22.06.2020

Présents : Mesdames BERARD, HULIN, KOMBO-TSIMBA, LENGARD, POCHOT, Messieurs BISSON, DEL, MARCEAU, MARET et STOLZ

Objet

Adhésion au Services Interentreprises
de Santé au Travail pour les prestations
de Santé au Travail

Absent excusé : Monsieur CAMPEIS

Procuration : Monsieur CAMPEIS à Madame LENGARD

Rapporteur : Michel BISSON

Secrétaire de séance : Madame HULIN

N° 14.2020

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 23,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 22 à 26-1 et 108-1 à 108-4,

VU le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux,

VU la circulaire n° NOR INTB1209800C du 12 octobre 2012 portant application des dispositions du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

VU le code général des collectivités territoriales,

CONSIDÉRANT que les collectivités doivent veiller à l'état de santé des agents en ayant comme préoccupation d'empêcher toute altération de leur état de santé du fait de l'exercice de leurs fonctions,

CONSIDÉRANT que chaque collectivité doit disposer d'un service de médecine professionnelle et préventive et que cette obligation peut être satisfaite par l'adhésion auprès d'un service de santé au travail interentreprises,

CONSIDÉRANT les prestations proposées par le Service de Santé Interentreprises pour les prestations de Médecine de Prévention (SIST) dans la convention annexée,

CONSIDERANT l'avis favorable du comité du CHSCT en date du 06 mars 2020,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité,

Article 1^{er} : d'approuver la convention avec le Service Interentreprises de Santé au Travail (SIST) à compter du 1^{er} juillet 2020,

Article 2 : d'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention proposée par le SIST, et tout document s'y rapportant,

Article 3 : précise que les crédits sont inscrits au budget primitif.

Pour extrait conforme
Lieusaint, le 3 juillet 2020
Michel BISSON
Président du CCAS



Le Président :

- *Certifie, sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération.*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de validité.*

Convention : Surveillance médicale du Personnel par un service de médecine professionnelle et préventive

Entre les soussignés :

Le Service Interentreprises de Santé au Travail du BTP Seine et Marne (SIST BTP Seine et Marne) domicilié au 200 rue de la Fosse aux Anglais à Dammarie-les-Lys (77190) représenté par Madame Brigitte VOCHEL, Directrice Générale,

D'une part,

Et,

Le Centre Communal d'Action Sociale de LIEUSAINTE situé au 50 rue de Paris, 77127 LIEUSAINTE Représenté par Monsieur le Président

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet du contrat de services

Le présent contrat est un contrat de prestations ayant pour objet la surveillance médicale du personnel par un service de médecine professionnelle et préventive pour les agents du CCAS de LIEUSAINTE.

Pour assurer l'objet du contrat de services, le SIST BTP Seine et Marne met à disposition son équipe pluridisciplinaire.

Article 2 : Prestations

La médecine préventive a pour mission d'éviter toute altération de la santé des agents du fait de leur travail, notamment en surveillant les conditions d'hygiène du travail et l'état de santé des agents.

Les parties acceptent que les prestations prévues par la présente convention soient appliquées selon les règles législatives prévues par la loi du 8 août 2016 et le décret d'application du 27 décembre 2016.

M

1

M

A/ Le suivi individuel de l'état de santé des agents

- ✓ La visite d'information et de Prévention faite par un professionnel de santé dont l'objet est :
 - Interroger l'agent sur son état de santé
 - L'informer sur les risques individuels auxquels l'expose son poste de travail
 - Le sensibiliser sur les moyens de prévention
 - Identifier si son état de santé ou les risques auxquels il est exposé nécessitent une orientation vers le médecin
 - L'informer sur les modalités de suivi de son état de santé
- ✓ L'examen médical dont l'objet est :
 - de vérifier l'état de santé de chaque agent et de prévenir toute altération de sa santé du fait du travail,
 - d'apprécier l'aptitude de chaque agent au poste de travail qu'il occupe, de se prononcer sur les éventuelles contre-indications et de proposer, le cas échéant, des aménagements de poste de travail ou de conditions d'exercice des fonctions,
 - de prescrire si nécessaire des examens complémentaires à la charge de la collectivité, dans la mesure où ils sont liés à l'activité professionnelle,
 - de rechercher si l'agent n'est pas atteint d'une affection comportant un danger pour les autres travailleurs,
 - de donner aux intéressés des conseils sur les risques encourus et la façon de s'en prémunir.

✓ La visite périodique

La loi du 8 août 2016 et le décret d'application du 27 décembre 2016 prévoient une périodicité selon les risques auxquels sont exposés les salariés.

Par référence à cette loi, pour tous les agents non soumis à des postes à risque, le SIST BTP Seine et Marne effectuera une visite tous les 3 ans par un professionnel de santé (médecin ou infirmier).

Pour les agents soumis à un suivi individuel renforcé, le médecin du travail est juge des modalités de la surveillance renforcée dans le respect des prescriptions législatives et réglementaires. Le SIST BTP Seine et Marne, pour ces agents propose un suivi organisé de la manière suivante, une visite médicale tous les 3 ans avec une visite intermédiaire par un professionnel de santé à 18 mois.

Le CCAS de LIEUSAIN accepte cette périodicité même si elle diffère de celle de la fonction publique territoriale.

Ces visites permettent de s'assurer du maintien de l'aptitude de l'agent au poste de travail occupé et, le cas échéant, de proposer des aménagements du poste de travail.

Ces décisions nécessitent une bonne connaissance du milieu de travail et se prennent en concertation avec les différents interlocuteurs de la collectivité (DRH, assistante sociale, assistant de prévention).

✓ La visite de reprise

Cette visite a lieu à la demande du CCAS de LIEUSAIN et a pour but d'apprécier l'aptitude de l'agent à reprendre son emploi après une absence pour maladie professionnelle, après un congé maternité après une absence d'au moins 30 jours pour cause d'accident du travail de maladie non professionnelle.

✓ La visite de pré-reprise

Cette visite a lieu à la demande de la collectivité lorsque l'état de santé d'un agent nécessite la saisine du Comité Médical ou de la Commission de Réforme. Au terme de cette visite, le médecin établit un rapport confidentiel qui est transmis à la commission compétente pour compléter le dossier médical de l'agent.

B/ LES ACTIONS EN MILIEU DU TRAVAIL

La collectivité doit se prêter à toute visite du médecin ou d'un membre de l'équipe pluridisciplinaire sur les lieux de travail leur permettant d'exercer leurs missions, notamment en ce qui concerne :

- L'amélioration des conditions de travail et l'aménagement des postes,
- L'information et la sensibilisation sur la prévention,
- Les études de poste.

Pour ce faire, la collectivité s'engage à fournir au médecin de prévention les documents et informations nécessaires :

- Document Unique,
- Fiches de postes des agents,
- Fiches de données de sécurité des produits chimiques dangereux,
- Projets de construction ou d'aménagement des locaux professionnels.

Le médecin de prévention est convié à toutes les réunions de la commission CSSCT.

L'équipe pluridisciplinaire (Infirmier, Conseiller en prévention, IPRP ergonomiste, IPRP risque chimique, formateur SST) interviendra dans son domaine de compétence à la demande du médecin du travail.

Article 3 : Modalités et conditions d'exécution

Les visites médicales se dérouleront sur centre mobile ou sur centre fixe à Dammarie les Lys.

Pour les visites sur centre mobile, le CCAS de LIEUSAIN mettra à disposition un lieu de stationnement ainsi que tous les branchements nécessaires à l'activité du service de santé.

Les visites médicales sont organisées sur la base d'un planning à la journée. Les journées sont fixées par le SIST BTP au moins 2 mois à l'avance, le CCAS de LIEUSAIN est responsable de la convocation de ses agents selon les créneaux horaires définis par le service de santé.

Chaque agent reçoit une formulation des conclusions de sa visite. Un double en est transmis au service du Personnel du CCAS de LIEUSAIN.

Un dossier médical informatisé comprenant les résultats des différentes investigations permettant de suivre l'état de santé de l'agent est tenu par le SIST BTP. Il sera actualisé à chaque visite par le médecin ou l'infirmier(e).

Article 4 : Facturation et prix

Le droit d'entrée est fixé à **68 euro HT**

Les prestations définies à l'article 2 ci-dessus ainsi que celles prévues par notre plaquette de présentation (jointe) seront facturées à la commune de **118euro HT** par agent selon l'effectif déclaré par la collectivité.

A titre dérogatoire et exceptionnel, pour l'année 2020 (année de première adhésion), la facturation s'effectuera sur la base du nombre prévisionnel d'agent à voir en urgence soit **1 agent** et du fait de l'année incomplète

Pour les années futures, comme il est d'usage au SIST BTP, la cotisation est appelée au 1^{er} janvier de l'année N sur la base des effectifs déclarés par le représentant légal du CCAS de LIEUSAIN au 31 décembre de l'année N-1. Elle doit être réglée avant le 31 janvier de l'année N.

Les embauches en cours d'une année sont facturées après la visite d'information ou l'examen médical selon le cas par le SIST BTP Seine et Marne.

Les factures non réglées à échéance pourront faire l'objet d'une majoration de 10%.

De même, les rendez-vous non honorés et non excusés au moins 48h avant la visite feront l'objet d'une participation aux frais de 47euro HT par salarié non présenté.

Les cotisations, majorations et participations aux frais sont fixées chaque année par le Conseil d'Administration du SIST BTP Seine et Marne.

Un extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration pourra être transmis au représentant légal du CCAS de LIEUSAIN.

Article 5 : Durée

La présente convention est conclue à compter du **1^{er} septembre 2020** jusqu'au 31 décembre 2020 pour cette première année d'adhésion.

Sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, elle est renouvelable, par tacite reconduction au 31 décembre de chaque exercice pour une durée de 12 mois soit du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

Article 6 : Obligation et confidentialité

Le médecin du travail exercera son art en toute indépendance et sera soumis dans l'exercice de ses fonctions au code de Déontologie.

Il aura libre accès à tous les locaux des divers services ou ateliers et pourra se mettre librement en relation avec tous les membres du personnel quelle que soient leur position hiérarchique et leur fonction et recevoir d'eux tous renseignements utiles à l'exécution de sa tâche.

Le CCAS de LIEUSAIN prendra toutes mesures utiles dans le fonctionnement du service afin que le secret professionnel médical soit respecté.

Le médecin et plus généralement l'équipe pluridisciplinaire est soumise au secret professionnel. Elle s'engage, en outre, à garder le secret sur les dispositions, méthodes et procédé qui pourraient lui être communiqués ou dont elle pourrait avoir connaissance au cours ou à l'occasion de ses fonctions.

Article 7 : Obligation de collaboration

Le CCAS de LIEUSAIN tiendra à la disposition du SIST BTP toutes les informations pouvant contribuer à la bonne réalisation de l'objet de la présente convention.

Les dispositions du règlement intérieur (cf. Annexe 1) du SIST BTP s'applique à la présente convention, exception des points particuliers liés à la collectivité et évoqués dans les articles de la présente convention.

Article 8 : Dénonciation de la convention

La présente convention pourra être dénoncée par chacune des parties, sous réserve de respecter un préavis de trois mois.

Cette dénonciation doit être signifiée par lettre recommandée adressée au Président du SIST BTP.

En tout état de cause elle ne pourra prendre effet en cours d'exercice mais seulement à la fin de l'exercice, les cotisations restantes dues jusqu'à la fin.

Article 9 : Sous-traitance

Le présent contrat ne pourra faire l'objet d'aucune sous-traitance.



Article 10 : Référencement

Le CCAS de LIEUSAIN accepté que le SIST BTP puisse faire figurer parmi ses références les travaux accomplis dans le cadre du présent contrat.

Article 11 :

La présente convention est conclue conformément aux dispositions légales et réglementaires et en particulier celles prévues par les décrets et lois :

- n° 2012-135 du 30 janvier 2012 relatif à l'organisation de la médecine du travail
- n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale
Version consolidée au 22 avril 2010
- n°2000-542 du 16 juin 2000 modifiant le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale
- n° 2014-798 du 11 juillet 2014 portant diverses dispositions relatives à la médecine du travail
- et par référence aux dispositions de la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels et ses décrets d'application, pour ce qui concerne la périodicité.

Article 12 : Interprétation de la convention

La présente convention et ses annexes contiennent tous les engagements des parties. Toutes modifications devront faire l'objet d'un avenant.

Fait à Dammarie-les-Lys

Le 27 mai 2020

Fait en trois exemplaires originaux

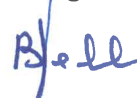
Pour le CCAS de LIEUSAIN

Pour le SIST BTP Seine et Marne

Michel Bisson
Président



Brigitte VOCHEL
Directrice générale



REGLEMENT INTERIEUR

Titre I – ADHESIONS

Article 1^{er} :

Tout employeur dont l'entreprise ou l'établissement remplit les conditions fixées par les statuts dans son article 5-notamment en exerçant tout ou partie de leurs activités dans le champ de compétence géographique et/ou professionnelle de l'association peut adhérer à l'Association en vue de l'application de l'ensemble des textes relatifs à la santé au travail.

Article 2 :

L'association est organisée en secteurs géographiques agréés par la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE). Chaque secteur regroupe toutes les entreprises dont le siège social est situé dans les limites géographiques du secteur. Seul un changement d'adresse du siège social peut justifier un changement de secteur. En cas d'établissement distincts d'une même entreprise, chacun d'entre eux peut appartenir à des secteurs différents.

Article 3 :

En signant le bulletin d'adhésion, l'employeur s'engage à respecter les obligations qui résultent des statuts et du règlement intérieur, ainsi que des prescriptions législatives et réglementaires auxquelles il est tenu de se conformer dans le domaine de la santé au travail en particulier de veiller à ce que tous les salariés soient convoqués périodiquement aux visites prescrites dans le cadre du suivi individuel de l'état de santé et aient la possibilité de s'y rendre.

L'acceptation par l'Association de la demande d'adhésion entraîne, pour l'employeur, l'obligation de fournir, en temps utile, à l'Association, tous les renseignements dont elle a besoin pour son fonctionnement et précisés dans le dossier d'adhésion.

Article 4 :

A réception des documents demandés, complétés et signés du dossier d'adhésion accompagnés du règlement des frais d'adhésion, il est délivré à l'employeur un récépissé de son adhésion. Ce récépissé précise la date d'effet de l'adhésion.

Article 5 :

L'employeur, après avis du médecin du travail, adresse chaque année et au plus tard pour le 1^{er} janvier à l'Association une déclaration portant sur le nombre et la catégorie des salariés à surveiller et les risques professionnels auxquels ils sont exposés afin de définir la nature du suivi individuel de l'état de santé des salariés.

Article 6 :

Lors de la demande d'adhésion, les statuts et le règlement intérieur du SIST BTP Seine et Marne seront communiqués à l'entreprise avec la grille des cotisations et un document détaillant les contreparties individualisées (Actions collectives en milieu de travail et actions de suivi individuel) de l'adhésion.

Article 7 :

Protection des données personnelles : La législation en vigueur (lois et règlement européen) impose des obligations respectives (cf. Annexe « Protection des données personnelles ») au SIST BTP Seine et Marne et à l'adhérent pour le traitement, la collecte et l'échange ainsi que l'hébergement des données personnelles. Les deux parties s'engagent à s'y conformer.

Titre II – PARTICIPATION AUX FRAIS D'ORGANISATION ET DE FONCTIONNEMENT

Article 1 :

Tout adhérent est tenu au paiement d'un droit d'entrée au moment de l'adhésion et de participer annuellement, sous forme de cotisation, aux frais d'organisation et de fonctionnement de l'Association.

Le droit d'entrée, dont le montant est fixé chaque année par le Conseil d'Administration de l'Association, doit être versé en une seule fois lors de l'adhésion.

Article 2:

La cotisation couvre l'ensemble des charges annuelles de l'Association résultant des prestations proposées (cf. Titre IV – PRESTATIONS FOURNIES PAR L'ASSOCIATION)

Article 3 :

Les bases et modalités de calcul sont fixées, chaque année par l'Assemblée générale sur proposition du Conseil d'Administration de l'association.

Une facture au titre de la cotisation de base est adressée à l'adhérent au moment de l'adhésion ou en début d'année. Elle prend en compte l'effectif total présent de l'adhérent au 31 décembre selon la DSN (Déclaration Sociale Nominative) avec régularisation aux nouveaux inscrits en cours d'année et elle doit être réglée au plus tard le 28 février de l'exercice considéré. Pour les embauches effectuées après le 1^{er} septembre de l'année considérée, la facturation s'effectuera au prorata du temps de présence au titre des mois restant à courir de l'année considérée.

Article 4 :

L'entreprise adhérente ne peut s'opposer au contrôle, par l'Association, de l'exactitude des déclarations, sur la base desquelles le montant de la cotisation a été calculé, notamment par la présentation des états fournis aux Caisses de Congés Payés, à la Sécurité Sociale et à l'Administration fiscale.

Titre III – RETRAIT D'ADHESION-RADIATION

Article 1: Démission

L'adhésion est reconduite tacitement d'année en année.

L'employeur qui entend démissionner doit en informer le Président de l'Association par lettre recommandée avec avis de réception en respectant un préavis minimum de trois mois. La démission ne peut pas prendre effet en cours d'exercice mais seulement pour la fin de l'exercice social en cours, l'adhérent démissionnaire étant tenu de verser les cotisations jusqu'à la fin de l'exercice en cours.

Article 2 : Exclusion prononcée par le Conseil d'Administration

Suspension : en cas de non-paiement de facture à l'expiration de la date limite de paiement, l'Association prononcera la suspension de l'adhérent qui ne pourra alors bénéficier d'aucune prestation de la part de l'Association. Pour lever cette suspension, l'adhérent devra payer les sommes dues et majorées suivant les conditions fixées par le Conseil d'Administration de l'Association.

Radiation : en cas de non-paiement de facture 3 mois après la date limite de paiement, l'Association prononcera la radiation de l'adhérent qui ne pourra alors bénéficier d'aucune prestation de la part de l'Association. Pour lever cette radiation, l'adhérent devra payer les sommes dues et majorées suivant les conditions fixées par le Conseil d'Administration de l'Association ainsi que des frais de réouverture de compte suivant les conditions fixées par le Conseil d'Administration de l'Association.

La radiation est prononcée sans préjudice du recouvrement, par toute voie de droit, des sommes restant dues.

A compter de la date de radiation notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, l'adhérent assume seul l'entière responsabilité de l'application de législation relative à la santé au travail.

Article 3 : Exclusion prononcée par l'AG

Outre le cas visé à l'article ci-dessus, la radiation peut être prononcée par l'Association contre l'adhérent qui, à l'expiration d'un délai de quinze jours après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, persiste :

- soit à refuser à l'Association les informations nécessaires à l'exécution des obligations de la santé au travail
- soit à s'opposer à la surveillance de l'hygiène et de la sécurité des lieux de travail telle qu'elle est prévue par la réglementation en vigueur,
- soit à faire obstacle au contrôle des éléments de calcul des cotisations.
- soit à ne pas respecter les statuts et règlements de l'association ou pour tout acte contraire aux intérêts de celle-ci (loi du 20 juillet 2011)

A compter de la date de radiation notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, l'employeur assume l'entière responsabilité de l'application de législation relative à la santé au travail, le service se trouvant de facto dégagé de ses obligations.

Article 4 : Radiation prononcée par le Président (ou sur délégation par le Directeur)

Les membres « adhérents » cessant toute activité ou perdant leur qualité d'employeur ou plaçant leurs activités hors champ de compétences attribuées à l'Association font l'objet, sauf accord des parties, d'une radiation notifiée par lettre recommandée avec avis de réception.

Titre IV – PRESTATIONS FOURNIES PAR L'ASSOCIATION

L'association délivre à chaque adhérent une prestation Santé au travail lui permettant de bénéficier :

- Un suivi individuel de l'état de santé des salariés
- Des actions en milieu de travail
- Des rapports, études et travaux de recherche.

Chapitre 1 : Le suivi individuel de l'état de santé des salariés

1) Généralités

Article 1 :

Conformément à l'Article L 4622-2 du code du travail, l'Association met à la disposition des entreprises adhérentes, un service de santé au travail agréé (agrément du 22 avril 2014) leur permettant d'assurer le suivi individuel de l'état de santé de leurs salariés.

Outre ce suivi, l'équipe pluridisciplinaire est chargée d'assurer une action en milieu de travail en matière d'hygiène et de sécurité dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et selon les modalités prévues par le présent règlement. En plus de l'action du médecin du travail sur le milieu de travail, l'Association proposera les compétences d'Intervenants en Prévention des Risques Professionnels (IPRP) et du personnel Infirmier.

Article 2 :

Le service de santé au travail assure les examens auxquels les employeurs sont tenus en application de la réglementation de la santé au travail, à savoir :

- La VIP (Visite d'Information et de Prévention)
- La VMA (Visite Médicale d'Aptitude)
- les examens périodiques,
- les visites de reprise du travail,
- les visites de pré-reprise du travail,
- les examens médicaux à la demande notamment de l'employeur ou du salarié ou du médecin du travail,
- La surveillance médicale des postes à risques particuliers (selon la loi travail du 8 août 2016 et ses décrets d'application)

Article 3 :

La périodicité des examens médicaux et des visites d'information et de prévention est déterminée par la loi travail du 8 août 2016 et ses décrets d'application. Cependant, compte tenu de notre spécificité BTP, ces périodicités légales maximales seront aménagées au SIST BTP Seine et Marne (cf. Annexe « Le suivi de l'état de santé des travailleurs au SIST BTP Seine et Marne »)

Article 4 :

Conformément à l'article R 4624-4 du Code du Travail, l'Association prend toutes dispositions pour permettre au médecin du travail de consacrer le tiers de son temps de travail à ses missions sur le milieu de travail, telles qu'elles sont prévues par les articles R.4624-1 du Code du Travail.

2) Convocations aux examens

Article 1 :

Il incombe à l'employeur de répondre avec précision, dans les délais prévus, aux demandes formulées par l'Association en ce qui concerne la ventilation par catégorie du personnel employé et l'emploi occupé par chaque intéressé (D.4622-22). Cette ventilation déterminera le suivi de l'état de santé des salariés.

Il doit notamment préciser, s'il y a lieu, les noms des salariés exposés à des risques particuliers ou à des postes de sécurité, éventuellement après avoir consulté le médecin du travail.

Afin d'aménager au mieux l'organisation et la préparation des convocations, la liste des effectifs doit être tenue à jour dans les conditions qui seront notifiées à l'adhérent par l'Association.

Il incombe en outre à l'adhérent de faire connaître immédiatement à l'Association les nouveaux embauchés ainsi que les reprises du travail pour l'une des causes visées à l'article R.4624-22 du Code du Travail ainsi que la liste des salariés concernés par l'article R.4624-23 du code du travail.

Article 2 :

Les convocations établies par l'Association sont adressées, au moins deux semaines avant la date fixée pour l'examen, notamment pour les examens périodiques obligatoires.

En cas d'empêchement, l'entreprise doit en aviser l'Association dès réception de la convocation et au plus tard cinq jours avant la date fixée pour l'examen, sauf cas particulier d'un salarié qui viendrait à être en arrêt de travail après ces cinq jours.

Le Service de Santé au Travail ne peut être responsable des omissions ou retards imputables au défaut ou à l'insuffisance des informations prévues aux articles précédents.

En cas d'absence d'un salarié à une convocation à une visite médicale, l'adhérent se verra appliquer une pénalité pour que le salarié puisse être convoqué à nouveau. Le montant de la pénalité est fixé chaque année par le Conseil d'Administration de l'Association.

Le montant de la pénalité est fixé à 47 euros HT soit 56.40euros TTC. Si l'Association n'a pas pu convoquer à nouveau le salarié, le montant de la pénalité sera restitué à l'adhérent.

3) Lieux d'examen, Avis d'aptitude, Attestation de suivi

Article 1 :

Les examens médicaux ont lieu :

- Soit à l'un des centres fixes de l'Association,
- Soit à l'un des centres médicaux mobiles de l'Association.

Article 2:

A la suite de chaque examen médical d'aptitude le médecin du travail établit en double exemplaire une fiche d'aptitude.

Il en remet un exemplaire au salarié et transmet l'autre à l'employeur, qui le conserve pour être présenté à tout moment, sur leur demande, à l'inspecteur du travail et au médecin-inspecteur régional du travail et de la main-d'œuvre.

A la suite de chaque visite d'information et de prévention, une attestation de suivi est établie en double exemplaire. Un exemplaire est remis au salarié l'autre à l'employeur.

Article 3 :

Le médecin peut prescrire des examens complémentaires conformément aux dispositions de l'article R.4624-35 du Code du travail. Ceux-ci sont à la charge du Service de santé.

Néanmoins, les examens complémentaires demandés par le médecin du travail en application des dispositions réglementaires spécifiques à certains risques directement liés à la nature de l'activité de l'entreprise exposant à ces risques(Art.R.4412-44 et Art.R.4412-45 du Code du travail) sont pris en charge dans les conditions prévues à l'article R.4624-36 sauf décision contraire du Conseil d'Administration.

Chapitre 2 – Actions sur le milieu de travail

Article 1 :

L'entreprise adhérente doit se prêter à toute visite du médecin du travail et de l'équipe pluridisciplinaire sur les lieux de travail leur permettant d'exercer leurs actions sur le milieu de travail et la surveillance prévues par les articles R.4624-1, R.4624-7 et suivants du Code du Travail en ce qui concerne notamment :

- l'amélioration des conditions de vie et de travail dans l'entreprise ;
- l'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine ;
- la protection des salariés contre l'ensemble des nuisances et notamment contre les risques d'accidents du travail ou d'utilisation des produits dangereux ;
- l'hygiène générale de l'établissement ;
- l'hygiène dans les services de restauration ;
- la prévention et l'éducation sanitaires dans le cadre de l'établissement en rapport avec l'activité professionnelle.

Afin d'exercer ces missions, le médecin du travail conduit des actions sur le milieu de travail et procède à des examens médicaux.

Le médecin du travail est autorisé à effectuer ou à faire effectuer, aux frais de l'adhérent, par un laboratoire agréé, les prélèvements, analyses et mesures qu'il estime nécessaires (article R.4624-7 du Code du Travail). Certaines de ces prestations peuvent être réalisées par l'Association elle-même.

Article 2 :

Conformément à l'article R.4624-3 du Code du Travail, les professionnels de santé de l'équipe pluridisciplinaire sous l'autorité du médecin du travail ont libre accès aux lieux de travail. Toutefois, l'entreprise doit être informée à l'avance, par l'Association des jours et des heures de passage. L'entreprise adhérente associe obligatoirement le médecin du travail à l'étude de toute nouvelle technique de production et à l'élaboration des actions de formation à la sécurité ainsi qu'à celles des secouristes.

Elle doit également consulter le médecin du travail sur les projets :

- De construction ou d'aménagements nouveaux des locaux de travail,
- De modifications apportées aux équipements,
- De mise en place ou de modification de l'organisation du travail de nuit.

Elle doit informer le médecin du travail :

- De la nature et de la composition des produits utilisés ainsi que de leurs modalités d'emploi,
- Des résultats des mesures et des analyses effectuées

Le médecin du travail est un partenaire privilégié des entreprises adhérentes pour l'identification et l'évaluation des risques professionnels « santé au travail » tels que poussières, bruit, produits chimiques, manutentions, postures à risques, par exemple.

Le Document Unique des résultats de l'évaluation des risques pour la sécurité et la santé des travailleurs à laquelle doit procéder chaque employeur est tenu à la disposition du médecin du travail et des professionnels de santé de l'équipe pluridisciplinaire.

Article 3 :

Lorsqu'il existe, dans une entreprise, un Conseil Social et Economique et que l'ordre du jour d'une réunion comporte des questions relatives à la santé au travail, celui-ci doit être adressé au médecin du travail dans les mêmes conditions que celles prévues pour les autres membres.

Le médecin du travail assiste à cette réunion avec voix consultative.

De même, il assiste avec voix consultative aux réunions de la commission santé, sécurité et conditions de travail.

Chapitre 3 - Rapport, Etudes

Article 1 :

Le médecin du travail établit et met à jour la fiche d'entreprise, sur laquelle sont consignés notamment les risques professionnels et les effectifs de salariés exposés à ces risques.

Transmise à l'employeur, cette fiche est tenue à la disposition de l'inspecteur du travail et du médecin-inspecteur régional du travail. Elle est présentée aux instances du Personnel en même temps que le bilan annuel. Elle peut également être consultée par les agents des services de prévention de la CRAMIF et par les collaborateurs de l'OPPBTP.

Article 2 :

Le médecin du travail communique à l'adhérent les résultats des rapports et études menées sur le milieu du travail par les membres de l'équipe pluridisciplinaire de santé au travail. Ces éléments complètent le dossier de l'entreprise.

Titre V – ORGANISATION DE L'ASSOCIATION

Article 1 :

Le service est organisé conformément aux articles L.4622-7 et suivants et aux articles D.4622-14 et suivants du code du travail. Le Président de l'Association a, la responsabilité générale du fonctionnement de l'Association dont la gestion administrative est confiée à un Directeur nommé par lui dans les conditions fixées par l'article L.4622-16 du code du travail.

Fait à Dammarie les Lys le 19 avril 2018.